

Fondamentaux

« Al-Qaida », les gouvernements,
les experts, les médias

Xavier Raufer

Décembre 2003

« Sur la frontière, les événements
- comme les sentinelles –
tirent sans sommation. »

Talbot Mundy¹

¹ William Lancaster Gribbon, dit Talbot Mundy (1879-1940), aventurier britannique et auteur de romans d'aventures d'ambiance fantastique.

Introduction

Le présent texte tentera de démontrer que :

1 • Après cinq ans d'une activité éclatante - dont l'attaque la plus grave jamais perpétrée sur le sol de l'Amérique - on ne sait toujours pas bien ce qu'est l'entité « al-Qaida », aussi mal identifiée et présentée par les gouvernants (et d'abord par G. W. Bush) que par les médias.

Notons d'abord qu'ignorer la nature réelle de l'ennemi n'est pas sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : au début de la décennie 70, des témoins privilégiés affirment que le gouvernement américain de l'époque n'a pas décelé - en tout cas pas avant le carnage - la terrible originalité des Khmers rouges ; n'a pas su décoder leur sanglante doctrine. Pour Washington, les hommes de Pol Pot n'étaient que des Viêt-cong Khmers, marionnettes des généraux de Hanoi et rien d'autre.

2 • La nature d'« al-Qaida » ne va donc pas de soi ; elle pose un problème d'autant plus sérieux qu'il révèle à l'examen un préoccupant irréalisme et une tendance certaine à l'amnésie chez nombre de dirigeants politiques et de « gourous » médiatiques d'envergure mondiale.

3 • Or dans l'Histoire - surtout dans les périodes chaotiques - irréalisme plus amnésie ont souvent généré des drames : voir l'exemple précité sur les Khmers rouges.

Brièvement dans ses Notes d'Alerte, plus complètement dans ses Notes et Etudes, notre Département de recherche a toujours averti, le plus précocement et le mieux possible, ses interlocuteurs et partenaires des tendances inquiétantes qu'il décelait.

Ce que révèle une incapacité aussi répandue à définir - donc à réprimer - un danger aussi manifeste que celui présenté par l'entité « al-Qaida » nous paraît mériter un tel avertissement.

Le voici.

1°) L'importance de nommer correctement « al-Qaida »

L'objet dit « al-Qaida » a-t-il un nom ? Est-il une organisation ? Plus précisément : l'existence formelle d'« al-Qaida » en tant qu'organisation est-elle une réalité ou à l'inverse, n'est-elle qu'un préjugé, qu'une présomption ou qu'une interprétation ?

Ces questions préliminaires sont tout sauf une préciosité de puriste, un ergotage de coupeur de cheveux en quatre. Elles répondent au contraire à un réel besoin. Rendre intelligible un objet complexe, mutant et clandestin est peut-être difficile, mais est assurément crucial. Sans définition exacte de la menace, pas de socle cognitif stable, donc pas de diagnostic sérieux possible – donc un risque grave d'inefficacité de la riposte. Usons d'une image : on soigne à l'aveuglette un patient pour la grippe alors qu'il a la peste. En pareil cas, les chances de guérison sont minces.

Définir correctement l'objet dit « al-Qaida » est donc essentiel ; et à cette fin, le fait de le désigner est l'acte initial le plus important. Fidèle à notre méthode consistant à fonder nos recherches sur d'indiscutables études antérieures, voyons d'abord comment, dans son chef d'œuvre ² « Classes Laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle », Louis Chevalier établit l'importance de nommer ce qui n'est encore à l'époque qu'une entité aussi floue que menaçante : le monde ouvrier naissant. Et quelle importance les « Mystères de Paris » d'Eugène Sue eurent pour les réformateurs sociaux d'alors (notamment les Fourieristes). Ces derniers, dit Chevalier, « ont pris conscience de leur propre condition, l'ont découverte, parce qu'ils trouvaient dans cet ouvrage les images ou seulement les mots qui allaient désormais leur permettre de désigner les faits qu'ils comprenaient mal : impuissants qu'ils étaient à les désigner, à les nommer ».

Ainsi, ne pas vouloir, ou pouvoir, ou savoir, désigner des faits ou des objets sociaux, condamne à l'impuissance. Et « donner les images et les mots », définir ces mêmes faits ou objets, permet à l'inverse d'établir des diagnostics fiables, sans lesquels toute réaction est au minimum hasardeuse, au pire, dangereuse - ainsi que l'administration de G. W. Bush le découvre à ses dépens, jour après jour, en Afghanistan et en Irak.

² Plon, 1958. Dernière édition parue : Perrin, « Pour l'histoire », 2002.

2°) Washington, les menaces du chaos mondial et « al-Qaida »

La guérilla qu'affronte en Irak l'armée américaine n'est pas ce que M. Wolfowitz a décidé qu'elle était, c'est à dire les débris d'un système-Saddam dans les convulsions de l'agonie - mais une nébuleuse sans doute analogue au grouillement des bandes armées et milices opérant dans le Liban en guerre civile, de 1975 à 1990. Rappelons qu'à l'époque, cette nébuleuse contraignit par la terreur les Etats-Unis, la France et Israël à quitter d'abord Beyrouth, puis le Liban.

Isolés - souvent même de leurs propres experts - les « faucons » de l'exécutif américain semblent ainsi gagnés, au moins mentalement, par un délire d'omnipotence les poussant à assigner, par voie de propagande, une nature à leurs ennemis : guérilleros Irakiens, Afghans, « al-Qaida ». Or sauf dans les contes pour enfants, l'ennemi est rarement - l'est-il jamais ? - ce qu'on voudrait qu'il soit. Et l'entité terroriste déchaînée contre l'Amérique depuis août 1998 n'est sans doute pas ce que le gouvernement des Etats-Unis a décidé qu'elle était, soit, pour aller vite, une sorte d'IRA qui serait musulmane plutôt que catholique.

Car d'emblée, l'Amérique officielle nous a présenté les attentats du 11 septembre 2001 comme l'œuvre d'une organisation nommée « al-Qaida ». Notamment dans des infographies, celle-ci est dépeinte comme une sorte d'IRA islamiste, avec structure pyramidale et direction centralisée comportant des « numéro 2 » ou des « numéro 3 ». Or cette représentation est fautive et il est douteux qu'existe même, de façon permanente, ce que la justice des Etats-Unis nomme « al-Qaida »³.

L'auteur a ainsi défié d'importants analystes officiels américains de produire, partant de l'énorme masse des textes, déclarations, fatwas, interviews (authentifiés) d'Oussama ben Laden, une seule mention du nom « al-Qaida », sous la plume ou dans la bouche de l'homme censé en être le « chef » ; un seul document officiel matériel (papier à en-tête,

³ Des documents de travail, ou des notes internes, ont en revanche été saisis en Afghanistan, évoquant l'Afghanistan des Taliban comme « base du jihad ». « Base » (donc, « Qaida ») étant ici à prendre au sens militaire de « position » - lieu temporaire, susceptible d'être conquis ou perdu - et ne constituant en rien un nom d'organisation fixe et donné une fois pour toutes, comme ETA ou IRA. Obnubilé par l'idée - au fond rassurante - d'affronter une organisation, l'appareil américain de renseignement a pris la période afghane de la nébuleuse ben Laden pour le tout, une phase de son existence pour sa totalité,

élément de propagande, brochure, etc.) portant le nom « al-Qaida » : ils ont vite convenu en être incapables. On a compris qu'à l'inverse, trouver une mention du Hamas dans la bouche de cheikh Yassine, ou du papier à en-tête du Hamas, n'offre nulle difficulté ; de même pour l'ETA ou tout autre organisation terroriste existante.

L'organisation fictive « al-Qaida » est donc, pour la propagande d'Etat américaine, un commode pavillon de complaisance. Le moyen trompeur de présenter une entité protoplasmique, amorphe, à coup sûr mutante et peut-être acéphale. On comprend l'objectif des créateurs de la « marque » « al-Qaida » : sans elle, comment « vendre » une sorte d'amibe anonyme, ou de paramécie secrète, au public américain, à l'opinion mondiale, comme danger mondial N°1 ? De mois en mois, depuis lors et par souci de correction de trajectoire, on est subtilement passé – l'opinion et la presse étant aisément bernés – de l'organisation al-Qaida au réseau al-Qaida, puis enfin au réseau *de type* al-Qaida (« al Qaida-type network »).

Mais en pareil cas l'initial est toujours le plus fort, le plus frappant. En même temps que l'image des deux tours foudroyées sur fond de ciel bleu, une certitude s'est donc à jamais gravée dans l'esprit des milliards d'êtres humains alors collés aux télévisions : l'attaque était le fait d'une organisation terroriste nommée « al-Qaida » .

Or l'usage des mots suscite dans l'esprit humain des représentations, qui lui suggèrent ensuite sa conduite, son comportement. Le mot organisation re-présente ainsi une entité mécanique (poules, leviers, etc. : le système des horloges à l'ancienne). Et manifestement – contrairement au vieux terrorisme de la Guerre froide - « al-Qaida » n'est pas de nature mécanique, mais en réalité biologique. Arrosées par la prédication (les prêches fanatisés, ou dawa) des cellules sortent du terreau islamiste comme champignons après la pluie, font ensuite allégeance à Oussama ben Laden et suivent ses consignes.

Là est l'énorme différence : le mécanique est mort et le biologique, vivant. Une automobile ne se répare pas seule. En revanche, une plaie se cicatrise seule - et la queue du lézard repousse seule. Forcer, par falsification propagandiste, une entité de type biologique dans un schéma mécanique provoque in fine une grave erreur de diagnostic dont voici la cause : l'absence de toute étude du champ préalable d'inspection dans lequel s'inscrivent Oussama ben Laden et ceux, individus ou groupes, gravitant autour de lui.

Cette erreur de diagnostic n'a profité qu'aux terroristes ; elle explique deux ans d'insuccès dans la traque des chefs de la nébuleuse salafiste.

- Pourquoi cette erreur de diagnostic ?

Dans son ensemble, le « complexe politico-médiatique » américain n'imagine pas la vue du monde, l'univers mental, la culture, des salafistes radicaux de la péninsule arabe, maintenant qu'ils sont le plus farouche ennemi déclaré de l'Amérique – pas plus qu'hier d'ailleurs, quand ces mêmes salafistes étaient de bons alliés des Etats-Unis dans la grande croisade des croyants contre les athées Soviétiques.

Dans un premier temps, l'exécutif américain s'est obnubilé sur la personne d'Oussama Ben Laden tout en négligeant en revanche ses idées, ses concepts, tout ce qui avait façonné son instinct, ses réflexes, l'inconscient collectif du milieu dont il est issu. Bref, sa culture, tout ce qui fait qu'il agit comme il agit - tout le fond du tableau. Une telle ignorance interdisait d'emblée d'exploiter utilement l'essentiel de ce que le renseignement électronique apportait par ailleurs - empêchant même de le comprendre. Ici, le constat est aisé à faire : toute personne ayant fréquenté, ou même approché, ces salafistes fanatisés ne les reconnaît pas du tout dans les descriptions qu'en font publiquement les dirigeants politiques américains ; ne peut même concevoir, au portrait qui en est fait, aux motifs et intentions qu'on leur prête à Washington, qu'il s'agisse des mêmes individus.

Un seul exemple suffit à donner la mesure de l'ignorance de l'univers mental des salafistes par les sommets de l'exécutif américain. Un an juste après l'attaque, soit le 11 septembre 2002, les Etats-Unis sombrent dans l'hystérie. Les vols commerciaux sont vides. L'armée, la Garde nationale, la flotte, l'aviation de chasse, tous les services de police et de renseignement, tous les médias, sont en alerte maximale. Ce, alors que pour un habitant de la péninsule arabe, l'idée même de date a peu de sens. Dans la culture traditionnelle des bédouins du désert, le calendrier lunaire est mobile, les anniversaires ne se fêtent jamais, ni des parents, ni des enfants, ni d'un mariage ou d'un quelconque événement. Les salafistes considèrent même comme hérétique de célébrer l'anniversaire du Prophète (que fêtent en revanche d'autres musulmans). Ainsi, l'obsession des dates n'est qu'une lubie occidentale - ce qu'une fois encore, le philosophe sait depuis longtemps : « Les dates historiques ne sont que repères connexes, au fil desquels le compte

des hommes range les événements. Ceux-ci n'occupent jamais que l'avant-scène de l'histoire, qui seule demeure accessible à l'information » [Approche de Hölderlin, Martin Heidegger, ci-après MH, Gallimard, 1973].

Pour Oussama Ben Laden en revanche, le 11 septembre 2001 est devenu Yom al-Moubarak (le jour béni), mais de précisément quel jour du calendrier il s'agit n'a pour lui nul intérêt. Qui a eu, une fois dans sa vie, rendez-vous avec un cheikh, comprendra fort bien ce que nous disons ici...

Une seconde raison de cette soif de faire d'« al-Qaida » une organisation tient à la réaction psychologique collective d'un peuple durement frappé sur son sol même, pour la première fois de son histoire. Pour se ressaisir, retrouver son assiette intellectuelle ; pour rendre à un acte sanguinaire et absurde une dimension rationnelle et pragmatique, pour pouvoir digérer cette résurrection d'un fanatisme droit surgi de notre Moyen-âge, il fallait le situer, cet acte, dans la logique commune occidentale. Il fallait qu'« al-Qaida » soit une « organisation » ; que la menace ait un nom ; qu'elle ait une forme. De là, le risque était grand qu'ayant d'abord donné un nom à une entité anonyme ; l'ayant ensuite affublée d'une structure mécaniste dont elle était clairement dépourvue – insistons, de l'avis même des meilleurs analystes américains, en plein accord avec nous sur ce point – on en vienne finalement à assigner de force « al-Qaida » à notre propre univers, lui imposer nos propres catégories, nos propres représentations mentales.

Ceci mené à bien, en un classique effet de réification, on a manipulé la maquette, la marionnette « al-Qaida » virtuelle, suivant les souhaits de George W. Bush et Donald Rumsfeld. Mais voilà : la carte n'est pas le territoire ; la maquette n'est pas l'objet réel. A s'obnubiler sur une « al-Qaida » virtuelle, on a perdu de vue l'entité terroriste réelle, rendue de ce fait quasi-insaisissable.

- « al-Qaida » n'est pas une « organisation » à l'occidentale

Ainsi, l'exécutif des Etats-Unis présente obstinément « al-Qaida » comme une organisation formelle dotée d'une hiérarchie ; et dont « les deux tiers des cadres auraient été éliminés » ce qui induit qu'elle aurait des effectifs stables. Propos repris par quelques agents d'influence ou charlatans, affirmant sans rire que les « membres d'al-Qaida » se-

raient (par exemple) 1 200 »... Or « Al-Qaida » n'est pas une organisation, au sens pris par ce terme dans notre société, c'est-à-dire une structure solide, voire rigide. C'est au contraire une de ces entités fluides, liquides même - sinon volatiles - comme le monde musulman en connaît, notamment dans ses écoles religieuses (madrassas).

Un raisonnement enfantin permet même de démontrer qu'« al-Qaida » n'est pas une organisation, au sens où, pour en rester au terrorisme, l'IRA est une organisation. Depuis août 1998 et ses deux premières attaques contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam, « al-Qaida » a vu se déchaîner contre elle la pire vague répressive de l'histoire mondiale. Selon notre base de données, près de 5 000 individus présentés comme ses « membres » ont été interpellés dans 58 pays du globe ; eux-mêmes issus d'autant de pays, sinon plus. En sus, des centaines d'autres arrestations ont été opérées en secret dans le monde Arabe.

- Le gel mondial des fonds d' « al-Qaida »

[Source : rapport, juillet 2003, du groupe d'experts des Nations-Unies chargés de surveiller la mise en application des résolutions de l'ONU en matière de lutte anti-terroriste]

Depuis ses premiers attentats d'août 2001, 59,2 millions de dollars possédés par « al-Qaida », ou par des associations ou des sociétés proches, ou par des individus censés être « membres » de cette entité, ont été gelés, ou confisqués, dans 129 (*cent vingt-neuf !*) pays du monde. 70% en Europe, Eurasie ou Amérique du nord, 21% au Proche-Orient (Arabie Séoudite, Emirats Arabes Unis,...) ; 8% enfin en Asie du sud.

Tout cela, notons-le, *avant* la guerre d'Irak du printemps 2003 et les attentats consécutifs de Ryad (Arabie saoudite), Casablanca (Maroc) Djakarta (Indonésie) etc.

Prenons maintenant deux grandes organisations (des vraies) présentes par besoin professionnel tout autour du globe : une multinationale et un service de renseignement extérieur. Disons, Ford et la CIA. Que resterait-il de ces deux géants si, mondialement, leurs sièges sociaux avaient été détruits au missile de croisière ou au bombardier stratégique B 52 ; si de 5 à 6 000 de leurs cadres et employés avaient été jetés en prison, voire abattus ; si leurs employés étaient traqués dans le monde entier ; leurs bureaux fermés, leurs archives pillées, leurs outils de travail, comptes en banque et fonds, confisqués ? Rien. Il ne resterait rien ni de Ford, ni de la CIA.

Manifestement « al-Qaida » est d'une autre nature, car même après cinq ans d'une répression inouïe, des cellules se réclamant d'elle frappent sans encombre, en 2003, au cœur de plusieurs métropoles du monde arabo-musulman...

- Toujours les mêmes erreurs : pourquoi ignore-t-on ce qu'on a sous les yeux ?

D'une autre nature, disons-nous. Mais laquelle ? S'il ne s'organise pas comme nous, sait-on, au moins comment s'organise l'islam activiste ? Sait-on encore ce qui facilite, ou à l'inverse contrarie, sa propagation ? Ce qui agit sur lui comme la muleta sur le taureau ? Est-ce secret ?

Pas le moins du monde. Démontrons-le.

Nos études antérieures l'ont déjà montré : dans l'activité humaine, l'initial est toujours le plus fort, le plus frappant. Ainsi, la pratique de la première entité activiste-islamiste de l'histoire contemporaine, les Frères musulmans (Ikhwan), a-t-elle indélébilement marqué tous ses adhérents et tous les groupes qui ont suivi. Et bien sûr les islamistes égyptiens entourant Ben Laden, tous sans exception issus de l'Ikhwan et formés par elle dans les prémices de leur parcours *jihadi*.

Mais cette pratique activiste de l'Ikhwan, est-elle secrète ? Là encore, non. On sait précisément pourquoi et comment les Frères musulmans se sont, en une décennie, répandus dans toute l'Égypte d'abord puis dans le monde arabe, modèle initial de toutes les « guerres de conquête » ultérieures de l'islam activiste, y compris la révolution islamique d'Iran, pourtant chi'ite.

On le sait de la meilleure des sources - Hassan al-Banna lui-même qui en 1928, fonda l'Ikhwan dans la ville égyptienne d'Ismaïlia. Lire les extraits suivants de ses écrits permettait ainsi de prédire sans grand risque d'erreur que l'invasion de l'Irak serait fatalement contre-productive. Et que multiplier les bases U.S. dans la péninsule arabe décuplerait les risques de terrorisme, au lieu de les réduire.

Ces textes, l'exécutif américain aurait dû les méditer avant de déclencher la « guerre à la terreur ». Or manifestement, aujourd'hui encore, il ignore tout de leur existence et de leur importance. Révélant au grand jour leur vision rétrospective des événements, cer-

tains cadres du Pentagone ont, durant l'été 2003, visionné le film « La bataille d'Alger ». Engageront-ils demain le général Bigeard comme consultant ? Mieux aurait valu qu'ils lisent avant d'agir ces textes de Hassan al-Banna.

[Ces extraits de textes de Hassan al-Banna datent de 1938. Ils figurent dans Les frères musulmans, 1928-1982, comprendre le Moyen-Orient, d'Olivier Carré et Michel Seurat. Dernière édition disponible : L'Harmattan, 2001.]

- Pourquoi se répand l'islam activiste

« Pour ce qui est de l'expansion du Message dans les villages et les villes... Voici ce qui le nourrissait et le faisait grandir, ce Message. Matin et soir, les signes de l'occupation étrangère et de la prééminence européenne crevaient les yeux : le canal de Suez. C'était lui la cause du mal, la racine de la plaie. A l'ouest, le camp militaire anglais avec ses installations et son armement et à l'est, le Bureau général de l'administration de la Compagnie du canal avec son mobilier, son personnel de direction, son ampleur, sa hiérarchie. L'Egyptien, dans toute cette atmosphère, se sentait étranger chez lui... méprisé... Voilà les sentiments qui nourrissaient excellemment et largement le Message des Frères ».

- Comment s'organise l'islam activiste

« Naguère nous poussions le Message et nous travaillions à le diffuser ; désormais c'était lui qui nous précédait dans les villes et les villages et nous obligeait à aller à sa rencontre... Le seul lien entre tous ces groupes était la similitude du nom, l'unité du but général - le seul lien mais véritablement le plus fort de tous, car c'était le lien d'un amour profond et d'une coopération confiante... Ces groupes des villes et des villages n'étaient pas restreints, dans leur activité, à l'exécution des directives du Bureau général du Caire. Chacun d'eux agissait selon les besoins de l'endroit... La relation entre le Bureau général d'une part, ses branches et divers organes d'autre part, n'était nullement une relation de commandement ni de simple administration, ni de seul contrôle doctrinal. C'était une relation bien supérieure à tout cela : relation spirituelle avant tout, relation de membres d'une même famille, relations de visites mutuelles en Dieu... Or cela, ce n'est pas un organisme qui le procure, que je sache, c'est une faveur que Dieu donne à qui il veut ».

3°) Les experts face à « al-Qaida »

Là encore, le besoin prioritaire est celui d'une définition.

D'abord, qu'est-ce qu'un expert n'est pas ? En matière de terrorisme, un expert n'est pas un agent d'influence, recyclant (avec retard) les informations - dépourvues de source vérifiable - de tel ou tel service de renseignement.

L'expert n'est pas non plus, ne peut sérieusement être, un simple dilettante s'intéressant comme hobby à telle entité ou individu avec les moyens ordinaires disponibles dans l'existence quotidienne, à partir de ce qui est de prime abord familier ; de ce que la phi-

losophie définit comme le « monde ambiant » dudit amateur. Car clandestine, proto-plasmique et mutante, l'entité « al-Qaida » évolue forcément au-delà de ce qui s'offre immédiatement au regard, au-delà « des connaissances par ouï-dire, des opinions publiques », au-delà de « ce qui est rendu public, ce qui se colporte, ce qui est à la mode »⁴.

L'expert est au contraire désintéressé ; il s'exprime ou écrit sans intention de propagande ou de désinformation ; sans désir de séduire, ni crainte de déplaire. Ayant dépassé le stade de la simple compilation de données, il possède des références professionnelles ou académiques vérifiables, ainsi qu'une expérience ; face à une menace ou un événement terroriste, cet expert sait poser un diagnostic.

- L'expert, le contexte, l'Histoire

Expérience, diagnostic, signifient ici capacité de replacer un fait, un événement dans un cadre général de compréhension, et surtout dans une dimension historique. Ce second point est d'autant plus important que la société de l'information est amnésique et émo-tive, voire sujette à la panique, car vivant au rythme des dernières « infos », transmises au plus près du temps réel, sans nul recul et comme si, le plus souvent, il s'agissait de bouleversantes nouveautés, de situations inouïes, d'aventures sans précédent.

Prenons deux exemples touchant au terrorisme, puisque pris dans l'histoire du crime organisé et de ces zones hors-contrôle où malfaiteurs et terroristes trouvent refuge.

- L'opinion couramment admise est que les cités ou banlieues « en sécession » sont un phénomène récent, dont la genèse remonte aux années 60 et la manifestation, à la décennie 80. Or voici ce qu'écrit en 1783 Louis-Sébastien Mercier, auteur d'une présentation de la capitale, les « Tableaux de Paris ». Il évoque ainsi les habitants du Faubourg Saint-Marcel, aujourd'hui quartier du XIII^e arrondissement sis entre l'hôpital de la Salpêtrière et la manufacture des Gobelins : « Le peuple est dans le faubourg plus méchant, plus inflammable, plus querelleur et plus disposé à la mutinerie que dans les autres quartiers. la police craint de pousser à bout cette populace ; on la ménage parce qu'elle est capable de se porter aux plus grands excès... ». Qu'un texte datant du XVIII^e siècle

⁴ Cette série de citations : « Platon, le Sophiste », Martin Heidegger, NRF-Gallimard, 2001.

rende un son aussi contemporain a forcément un sens ; il permet de recadrer ces secteurs hors contrôle dans l’histoire, de mieux les comprendre, donc de mieux les traiter.

- Le second exemple concerne le concept même de crime organisé. Là, l’idée reçue - partagée par le rédacteur de ce texte et ainsi présentée dans le Que Sais-Je « Le crime organisé » dont il est le co-auteur - était que l’idée d’organized crime provenait des Etats-Unis et datait du début du XX^e siècle. Or la constatation du phénomène remonte en réalité aux affres de l’accouchement de la société industrielle, dans la France du milieu du XIX^e siècle. Voici en effet ce qu’écrit le socialiste utopique Louis Blanc dans son « Organisation du Travail » (éditée par livraisons successives de 1839 à 1848) : « Aujourd’hui les meurtriers et les voleurs s’enrégimentent ; ils obéissent à des règles disciplinaires ; ils se sont donnés un code, une morale ; ils agissent par bandes et en vertu de combinaisons savantes... La force, qu’on refuse d’admettre dans le domaine du travail, passe dans le camp du crime. Et, en attendant qu’on se décide à organiser l’association des travailleurs, nous voyons s’organiser celle des assassins. » Ainsi, dans notre société, les bandes criminelles seraient-elles même antérieures aux Syndicats ! En matière d’histoire sociale, ce n’est pas rien...

Tel est le rôle de l’expert : par le truchement des médias, ou au service d’un gouvernement, il doit permettre à la société et à ses dirigeants de comprendre un phénomène, de le placer dans son contexte, dans sa durée ; d’appeler par exemple comme témoin historique Hassan al-Banna, Louis-Sébastien Mercier ou Louis Blanc. En cela, l’expert est important. Car, recadré et placé dans sa perspective, un événement ne suscite pas la panique publique ; il est accueilli de sang-froid ; il permet la réaction appropriée ; il entretient ce que les militaires appellent « le calme des vieilles troupes ».

Dans le champ du terrorisme on trouve de tels experts qualifiés dans la magistrature, l’université, le journalisme et dans les ministères (Justice, Défense, Intérieur, Finances) s’intéressant aux affaires de sécurité. Certains s’expriment librement, d’autres sont tenus à la discrétion, voire au secret, mais dans la durée, tous se connaissent peu ou prou ; sont familiarisés avec les écrits, les réflexions, les interrogations des autres.

Selon l’endroit où s’exercent leurs compétences, ces experts ne s’abreuvent pas aux mêmes sources, ne lisent pas les mêmes dossiers, ne parlent pas aux mêmes personnes

mais, ici avec « al-Qaida », tous ont une démarche commune : rechercher le sol ferme, approcher au plus près la vérité de cette entité, ce, bien sûr dans des buts divers : science, information, renseignement, répression. Mais cette démarche, ils doivent l'accomplir, sachant que cette approche au plus près permet seule de poser un diagnostic, donc de connaître et d'exposer l'entité dangereuse en cause ; ou encore de la combattre efficacement dans le but de la démanteler.

- Comment approcher une entité secrète ?

Comment un expert peut-il approcher la vérité d'une entité comme « al-Qaida » ? Envisageons l'un après l'autre tous les moyens d'accès en théorie possibles, qu'ils soient dans les faits praticables ou non.

a - L'accès direct : l'expert rencontre des cadres réels et actifs de l'entité visée, pour des interviews sincères ; il peut consulter ses archives. Idéal, mais naturellement impossible - même pour une organisation terroriste, une vraie, du type de celles qui opéraient durant la Guerre froide. Une telle « transparence » serait suicidaire pour le groupe qui la pratiquerait ; il ne tarderait pas à être démantelé. Il exista ainsi en Belgique, de 1984 à 1985, un groupe terroriste (les Cellules Communistes Combattantes), qui publia tant de textes révélateurs sur lui-même et « communiqua » si bien qu'il finit par être l'artisan majeur de son propre démantèlement ⁵.

b - L'infiltration : on glisse dans l'entité une « taupe » rapportant à l'extérieur ce qu'elle y a entendu, et récolté comme documents. En septembre 2003, le FBI a annoncé qu'infiltrer « al-Qaida » lui semblait impossible, et qu'il renonçait à cette voie d'accès là - en tout cas inaccessible à tout expert hors des services spéciaux.

c - La lecture des textes des services officiels : ici, l'expert approche l'entité visée en lisant les analyses et synthèses rédigés par des analystes des services spécialisés (renseignement, répression,...), partant des propres sources, ouvertes ou secrètes (interceptions,...) de ces services. Mais les documents transmis sont-ils sincères ? Ou truqués à

⁵ Voir Notes et Etudes de l'Institut de Criminologie N° 11/12, août-octobre 1989 : « Cellules Communistes Combattantes : comment tombe une organisation trop bavarde ».

des fins de désinformation ou de manœuvres indirectes, par médias interposés ? Sont-ils actuels ou dépassés ?

d - lecture de l'information, médias et livres : utile pour le factuel, les événements, les chronologies, mais là encore, possibilité de manipulations et présence de défauts structurels, abordés plus bas [Les médias face à « al-Qaida »].

e - Les confidences de dissidents ou repentis : utile pour connaître le/les type (s) humain (s) actif (s) au sein de l'entité visée. Mais par qui ces dissidents sont-ils protégés ? Contrôlés ? Une manipulation est possible par ces « protecteurs » ou « contrôleurs », désireux de donner de l'entité une image conforme à leurs desseins.

f - La lecture de la littérature (supposée authentique) de l'entité visée : savoir ce que l'entité dit d'elle-même est important. Conjuguer cette lecture avec l'approche précédente (repentis) et la lecture de l'information, donne une bonne vision de ce que pensent, veulent et font les activistes de l'entité. Mais de là à savoir ce qu'ils projettent...

Enfin, un domaine de recherche voisin, l'approche des sociétés criminelles de type mafieux, donne des exemples concrets de manipulations - d'ailleurs par les deux parties en présence, policiers et mafieux :

- A New York, les noms des chefs et cadres des cinq « familles » mafieuses de la ville (Bonanno, Colombo, Gambino, Genovese, Lucchese) glissés par les policiers du NYPD aux journalistes des quotidiens locaux sont parfois les vrais - mais pas toujours. Souvent, les policiers « balancent » à la presse des individus sur lesquels ils ont les charges les plus lourdes, les présentant comme « chef-lieutenant », ou sous-chef, ou consigliere - mais sachant fort bien que ces sous-fifres n'occupent pas les fonctions prétendues. A force de mentions dans la presse, la hiérarchie-bidon finit par devenir la « vraie ». Et quand ces individus sont arrêtés, disons, en période électorale, le NYPD peut prétendre que « la hiérarchie de famille X a été démantelée » et qu'ainsi, le boulot a bien été fait. Au poker, on appelle cette pratique « charger la mule »... Pendant ce temps-là bien sûr, la « famille » mafieuse, dont la hiérarchie authentique est intacte, se prête à la comédie et va son petit bonhomme de chemin ...

- A Chicago c'est l'inverse. Fort discrète par tradition, la « famille » mafieuse locale, connue sous le nom d'« Outfit » (la « boîte », ou la « boutique ») laisse filtrer auprès de journalistes complices ou naïfs les noms de hiérarques fantaisistes, égarant ainsi la police et permettant donc à ses vrais chefs de « travailler » tranquilles...

4°) Les médias face au terrorisme de type « al-Qaida »

Plus encore que dans d'autres domaines, une liaison efficace s'impose ici entre journalistes et experts. De fait, nous avons vu plus haut qu'une information de qualité était cruciale dans le domaine du terrorisme, ce pour que l'opinion évalue bien la nature et l'ampleur de la menace et ainsi, évite de paniquer, de se laisser terroriser - privant ainsi le terroriste de ce qui est à vrai dire sa seule arme décisive. Or cette coopération journalistes-experts n'est pas très satisfaisante. Voyons pourquoi.

Rappelons d'abord que peu de professions sont aussi ardues que celle de journaliste, entre contraintes impérieuses, de délais ou d'ordre juridique ; rotations rapides - et une absence trop fréquente de spécialisation. Résultat, un certain manque de recul par rapport à des événements sur lesquels il faut s'exprimer vite - sinon immédiatement.

Soulignons aussi que peu de professions importent autant, en une société souvent définie comme « de l'information ». Importance signalée, à l'orée même de notre ère, par la philosophie : « Face à ce qui est le plus élémentaire et le plus haut, l'homme d'aujourd'hui mène sa vie d'après ce que le journalisme, au sens le plus large, recommande à son intérêt... Ce qu'est « la nature », le journaliste en décide. » [MH, De l'essence de la vérité, Gallimard-NRF, 2001]

Or le journalisme souffre d'un conformisme professionnel révélé par l'hebdomadaire Marianne (du 23 avril 2001) dans une enquête, qui, sous le titre provoquant de « Journalistes, le clan des clones » affirmait sans être vraiment contesté que « Dans leur immense majorité et en toute liberté les journalistes, issus qu'ils sont du même milieu, formés à la même école, fréquentant les mêmes espaces, porteurs des mêmes valeurs, imprégnés du même discours, façonnés par la même idéologie, structurés par les mêmes références, ayant souvent connu la même évolution et le même cursus, finissent par penser presque tous pareil. ».

Un tel mimétisme se constate bien sûr à la lecture de nombre de périodiques, qu'on finit par mal distinguer les uns des autres - mais aussi au contact de certains journalistes qui, pour ne pas « sortir des clous », ou nuire à une « tonalité d'antenne », finisse par dicter à l'expert les réponses de leur choix. L'auteur à ainsi dû à plusieurs reprises rappeler (aimablement) à des journalistes débutant une conversation par « ce que j'aimerais vous entendre dire », ou « ce que je souhaiterais entendre », que, dans l'ordre normal des choses, ils se chargeaient des questions et moi, des réponses, sans avoir besoin d'un rappel de la ligne du Parti...

Urgence et conformisme mènent aussi certains journalistes à un usage contestable de l'expert, ce surtout nous semble-t-il, dans le champ du commentaire sur le terrorisme. Car dans d'autres domaines où des experts ont vocation à intervenir - santé, espace, pour ne prendre que deux exemples - la sélection paraît faite plus sérieusement. Inviterait-on ainsi sur un même plateau, ou même tour à tour, un astronome et un astrologue, un rhumatologue et un rebouteux, en les présentant tous deux comme « spécialistes des étoiles », ou « spécialistes des os » ? Or c'est exactement ce qui se fait en matière de terrorisme, avec insouciance - voire un soupçon de cynisme. En gros, il faut un commentaire au plus vite après l'attentat, et un individu derrière un micro ou sur un plateau. Un critère de sélection trop fréquent est ainsi la possession d'un, voire plusieurs, téléphones portables branchés en permanence, dans les poches de personnages disponibles au coup de sifflet. Une disponibilité peut-être voulue par quelque « sponsor » ou commanditaire, dispensateur d'informations orientées, dont il tient bien sûr à ce qu'elles soient diffusées le plus largement et le plus souvent possible.

Dans l'acception donnée plus haut, les experts ès-terrorisme sérieux ne manquent pas, issus de professions connues, exerçant des professions repérables et tenant leurs informations de sources avouables. Ne serait-il pas préférable - et plus honnête - que, comme ils le font d'ailleurs dans d'autres domaines - les médias puisent leurs experts dans ce vivier-là ?

ANNEXE

Ben Laden, le courant salafiste et la monarchie saoudite : la crise vient de loin

Voici l'illustration concrète de ce que nous entendons par « rechercher le sol ferme » ou « penser à partir d'un socle ». A l'origine présentée et commentée par l'auteur en 1992, lors d'un séminaire de l'Institut de Criminologie, la « lettre ouverte » suivante date de la fin 1991. Fournissant un soubassement doctrinal/théologique commun à la fois au combat d'Oussama Ben Laden pour « libérer la terre des deux Saintes Mosquées » et au Hamas pour « libérer la Palestine » ce texte est crucial ; et doit donc être médité par quiconque s'intéresse à l'activisme et au terrorisme islamiste.

Dès 1990, un affrontement feutré oppose la famille royale saoudienne aux fondamentalistes du pays - y compris à des éléments prestigieux de sa hiérarchie religieuse. Après la première guerre du Golfe, cet affrontement prend un tour visible, et menace le pouvoir. En effet, les uléma saoudiens, les éléments conservateurs-puritains du royaume et une partie de sa jeunesse ont mal vécu cette guerre :

- Le pays de la Prophétie a servi de porte-avion à l'entreprise délibérée de destruction d'un autre pays musulman,
- Des femmes militaires américaines conduisent tête nue des voitures dans leur pays; des militaires juifs américains pratiquent leur culte non loin de Médine, etc.

Peu à peu, ce sourd malaise débouche sur des critiques précises, visant une famille royale jugée trop proche des Etats-Unis ; la participation du royaume au processus de paix au Proche-orient, qualifié par les islamistes de “capitulation devant les juifs” ; la politique économique et financière du pouvoir et notamment l'emprunt avec intérêt - action proscrite par l'islam - de dix milliards de dollars ; enfin, son indulgence vis-à-vis des femmes saoudiennes demandant plus de libéralisme.

La crise éclate le 18 novembre 1991, quand le prince Bandar bin Sultan, ambassadeur du royaume aux Etats-Unis et tête de turc des fondamentalistes, dialogue publiquement avec des représentants communautaires juifs de New-York, sur le processus de paix au Proche-orient. Peu après (fin 1991), des uléma prestigieux adressent à cheikh Abdelaziz

bin Abdallah bin Baz, alors autorité religieuse suprême du royaume, une lettre ouverte s'opposant fermement à la conférence de Madrid [sur le sort futur de la Palestine] et déclarant le processus en cours illégal au regard de la loi islamique.

Imam du royaume, cheikh bin Baz dirige Dar ul-Ifta, institution qui supervise toutes les affaires religieuses, les mosquées, les universités religieuses, les institutions d'éducation et la police religieuse, les Muttawi.

Les premiers signataires de cette lettre ouverte sont d'importantes, voire prestigieuses, personnalités de l'islam officiel saoudien :

- . Ibrahim bin Salih bin Abdallah al-Khudāiri, Abdelmohsen bin Nasser al-Ubaïtan, juges (qadi) à la cour de Ryad,
- . Mahmoud bin Abdallah bin Aqla, Salman bin Fahd al-Awdah (professeurs), Dr. Abdallah bin Ibrahim al-Tariqi (directeur), Université islamique de Qusum,
- . Dr. Nasser bin Abdulkarim al-Aql, prof. à l'Université Imam Mahomet de Ryad,
- . Abdallah bin Abdurrahman al-Jibrin, membre du Bureau des fatwas, adjoint influent de cheikh bin Baz,
- . A'idh bin Abdallah al-Qarani, prof. à l'Université islamique d'Abha,
- . Dr. Mohamed bin Saïd al-Qathani, prof. à l'Université Oum al-Qura, La Mecque,
- . Dr. Saïd bin Moubarak al-Az'ir, prof. au collège du Da'wa, etc.

Voici le texte intégral de cet important et prémonitoire document, qui éclaire toute l'histoire ultérieure de l'activisme wahhabite-salafiste dans le royaume :

“A son Eminence, cheikh Abdelaziz bin Baz,

Comme nombre de nos frères, nous avons pris connaissance des efforts occidentaux visant à mettre fin à l'état d'hostilité régnant, en Palestine, entre musulmans et juifs.

Comme ce problème affecte l'Oumma dans son ensemble et non un pays en particulier; comme il concerne chaque musulman au monde, d'est en ouest, nous considérons de notre devoir imprescriptible de vous présenter notre jugement à ce propos, avec l'espoir que vous le méditez et le transmettez ensuite à tous ceux que l'affaire concerne dans l'oumma.

Mais sachez que ce qui, avant tout, nous a poussés à écrire à votre Eminence est la peur que nous éprouvons de voir la malédiction de Dieu nous frapper, au cas où nous nous abstenions d'exprimer la sagesse et les connaissances qu'Il nous a allouées.

Notre jugement est donc le suivant :

- La soi-disant conciliation [entre musulmans et juifs, NDT] équivaut à une trêve inconditionnelle et illimitée. Celle-ci est illégale, en ce qu'elle équivaut à rendre impossible le devoir du Jihad dans la voie de Dieu. De fait, nombre d'uléma ont déclaré illégale toute trêve avec les infidèles excédant une période de dix ans, durée de celle que le Prophète (Sur lui, la paix et la Bénédiction de Dieu, ci-après, PBD) signa avec les Quraishi. C'est d'ailleurs précisément cette trêve-là que la plupart des partisans de celle d'aujourd'hui invoquent pour la soutenir.

De plus, il est formellement illégal de décréter une trêve illimitée avec quelque secte infidèle que ce soit, juive ou autre. L'auteur du "Mughni" [un ouvrage majeur de jurisprudence islamique, fiqh, NDT] décrète (vol. 13, p. 154) : conclure une trêve illimitée avec des infidèles est illégal dans tous les cas car celle-ci conduit à l'abandon définitif du devoir de Jihad.

- L'histoire du peuple juif fourmille de cas de trahison, de tromperies et de conspirations. Ils ont trahi un engagement pris avec la plus noble des créatures de Dieu, notre Prophète (PBD), comment pourraient-ils en respecter un conclu avec d'autres que Lui ? Dans "la Révolution", l'un de ses livres relatant l'histoire de l'Irgoun, l'un de leurs dirigeants, Menachem Begin, écrit qu'il n'y aura pas de paix sur la terre pour le peuple d'Israël, non plus que pour les Arabes et que la guerre entre eux durera, même s'ils signent un traité de paix. Allah a dit "Chaque fois qu'ils [les juifs, NDT] signent un traité, un groupe des leurs le trahit bientôt". Délibérément, ils donnent à chacune des clauses des accords qu'ils signent des acceptations ambiguës, comme ils l'ont fait pour le traité de Camp David; puis ils interprètent chaque disposition du traité en fonction de leurs intérêts propres.

- Cette reddition sera signée par des personnes que nul dans l'oumma n'a mandaté à cet effet; qui ne la représentent pas et à qui on ne peut faire confiance pour la représenter du fait des idéologies et des principes étrangers à l'islam qui sont les leurs.

- Derrière l'effort de paix qui en constitue la façade, se cache un plan visant à réconcilier tous les peuples et toutes les religions au sein d'un nouvel ordre mondial censé mettre fin à tous les conflits, par l'hégémonie occidentale.

Cet ordre implique à terme un désarmement généralisé - des musulmans, en premier lieu - les armes étant inutiles en temps de paix. Pire encore, cela entraînerait un bouleversement des systèmes d'éducation et d'information des Etats musulmans, dans le but d'y oblitérer tout ce qui va à l'encontre de "l'esprit de paix" et y interdirait tout ce qui semble nuire aux relations de bon voisinage.

Si l'on en croit les deux ouvrages aussi sérieux qu'inquiétants du Dr. Gamal Abdel Hadi, "Développement : entre la réalité et la tromperie" et "Histoire : entre la réalité et la tromperie" cela reviendrait à ouvrir grandes les portes à tout ce qui vient d'Occident; à laisser affluer ses experts et ses informations; à un partage général. Et voilà que la presse publie des articles sur des conférences où l'on affirme que désormais l'Islam n'a plus d'ennemis et que nous devons nouer des liens avec d'autres sur la seule base de nos intérêts mutuels.

- S'asseoir à la table des juifs et négocier avec eux des trêves ou des accords de paix revient à reconnaître leur Etat et à admettre leurs prétentions sur la terre de Palestine. Cela revient aussi à priver, en toute illégalité, l'oumma de cette terre sacrée sans le consentement de ses légitimes propriétaires : les musulmans. Tout cela est illégal et gênera beaucoup les générations musulmanes futures, quand elles voudront libérer ces terres islamiques de leurs usurpateurs. Si les musulmans sont à l'instant incapables de déclarer le Jihad

contre les juifs, qu'ils laissent au moins une issue à ceux qui, demain, entreront dans cette voie.

Un Hadith relaté par Ibn Omar, unanimement considéré comme authentique, dit que la Palestine sera la scène de la bataille décisive entre musulmans et juifs, au cours de laquelle les rochers et les arbres parleront et diront : "O serviteur d'Allah ! un juif se cache derrière moi, viens et tue-le !" Suivant Ibn Sarim, cette bataille aura lieu sur les rives du Jourdain, oui, du Jourdain même.

- Qui est légalement compétent pour faire la paix avec les juifs ? Quand le Prophète (PBD) voulut signer avec la tribu des Ghatafan une trêve suivant laquelle ceux-ci cesseraient de se battre avec les musulmans en échange d'un tiers des récoltes de Médine, il consulta Sa'ad bin Mu'az et Sa'ad bin 'Ubaidah, deux des dirigeants les plus éminents des Ansar. A-t-on consulté les justes dirigeants du peuple de Palestine ? Et qui-sont-ils ?

- Une bataille fait-elle rage en ce moment entre eux [les juifs, NDT] et nous ? Des affronts et des humiliations tels que le "processus de Paix" sont-ils de nature à alléger les souffrances des musulmans de Palestine ? Ou, au contraire, de nature à rassembler tous leurs ennemis contre eux ? S'est-il une fois produit, dans toute la longue histoire de l'oumma, que des infidèles s'emparent de tout un Etat islamique et que les musulmans négocient avec ceux-ci leur propre reddition et reconnaissent l'occupation de leur sol ? Qu'ils concèdent à ceux-ci, en prime, des avantages moraux et matériels ?

Quand le Prophète (PBD) préparait la trêve avec les Ghatafan, il avait à l'esprit de sauvegarder les conquêtes de l'Islam jusqu'au moment où les musulmans seraient assez forts pour reprendre le combat. Mais, quand il vit que ce plan déplaisait aux Ansar, il l'abandonna, et procura ainsi aux musulmans un avantage décisif dans leur lutte contre les Ahzad [la coalition anti-islamique lors de la bataille de la Tranchée, NDT]. Cette reddition-ci n'est accompagnée d'aucun effort de Jihad, actuel ou futur. Elle n'est acceptée ni approuvée par les musulmans.

- Nous pensons enfin que la seule voie pour contrer la perfidie juive, épargner le sang musulman et éviter de sombrer dans l'hérésie est celle du Jihad dans la voie de Dieu, de l'éducation et de la préparation du peuple à cette fin. Si nous n'en sommes pas capables à l'heure actuelle, nous devons entreprendre un effort prolongé pour réveiller les musulmans, les armer moralement et matériellement; "En vérité, Dieu aide celui qui l'aide. Dieu est tout-puissant" (Pèlerinage : 40).

Si votre Eminence ne voit pas la nécessité de dénoncer l'actuel processus de paix et repousse notre déclaration, qu'elle s'abstienne au moins d'approuver une telle ignominie et songe à protéger la réputation de l'oumma. »

- *L'agitation dans le royaume*

Parallèlement à cette cinglante déclaration, une agitation ouverte s'étend dans les derniers mois de 1991 à l'ensemble du royaume :

- Agitation dans les universités, notamment théologiques, animée par les étudiants, jeunes uléma et enseignants ayant rejoint nombreux le camp fondamentaliste depuis 1990 ;
- Création d'une trame de réseaux de fraternités et de mosquées activistes,

- Multiplication des prêches subversifs, répandus dans tout le pays et au-delà, par le biais de dizaines de milliers de cassettes audio, procédé d'agit-prop ayant fait ses preuves lors de la révolution islamique d'Iran.

L'un des corps les plus agités est alors celui des Muttawi, la police de la bienséance religieuse et naguère pilier du royaume, qui multiplie depuis l'automne 1991 les manifestations contre "l'occupation américaine" de la péninsule arabe.

Notons un point très important : parmi les ulema les plus actifs dans cette révolte wahhabite-salafiste contre le pouvoir des Saoud, on trouve les cheikhs Nasser al-Barak al-Bukairiya et Ibrahim al-Khuzaim al Bukairiya, tous deux de la ville d'al-Qusaïm. Or cette ville a vu la naissance du Wahhabisme et c'est donc dès lors dans son berceau même que le régime se trouve contesté.

Telle est la genèse des événements conduisant à la situation actuelle en Arabie Saoudite et en Palestine. Là se trouve le vivier des partisans de Ben Laden, lequel représente bien plus que ne l'imagine l'Amérique officielle en termes d'enracinement et d'influence dans la péninsule arabe – et bien moins que ces mêmes officiels ne le fantasment, en termes de structures et d'organisation. ■